

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 décembre 2015 :

PRESENTS :

MM. Galant J., **Présidente**,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,  
D'Haese-Leuridan M., Demoustiez A.,  
**Echevins**,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Vanderkel A.,  
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhayé J.,  
Chanoine V., Dessilly V., Decoster C.,  
Petit N., **Conseillers**,  
Gillard S., **Directeur général**.

**Excusés :** Senecaut M., Egels E., Conseillers

- 
1. Approbation des procès-verbaux des séances des 10 et 12 novembre 2015 – partie publique – approbation.

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Approuve les procès-verbaux des séances des 10 et 12 novembre 2015, partie publique, avec 18 voix pour et 1 abstention**

-----

2. Finances – Situation de caisse au 23 novembre 2015 – information

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Prend connaissance de l'information**

-----

3. Finances - Modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2015 du CPAS – approbation

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Approuve la modification budgétaire n°2 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2015 du CPAS, avec 16 voix pour et 3 abstentions**

-----

4. Finances – Dotation communale pour le budget 2016 de la Zone de Secours Hainaut Centre – ratification

*Monsieur Delhayé demande si le montant de dotation sur lequel le Conseil communal est invité à s'exprimer, est celui initialement arrêté. L'Echevin des Finances lui répond par l'affirmative, aucune correction n'ayant été apportée, à ce stade, à ce montant.*

*Monsieur Delhayé fait par conséquent remarquer que le Conseil communal s'apprête à exprimer un vote sur un chiffre qui risque encore d'évoluer, compte tenu des recours introduits par certaines communes membres de la Zone à l'égard de l'Arrêté du Gouverneur. L'Echevin des Finances lui confirme cette lecture, qu'il partage, mais en soulignant que dans ce dossier, la Commune de Jurbise est, comme d'autres, dans l'attente d'éclaircissements. A la question de Monsieur Delhayé, l'Echevin des Finances indique qu'un montant sera prévu en modification budgétaire si la dotation communale venait à devoir être adaptée.*

### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Loi du 15 mai 2007 relative à la réforme de la sécurité civile et spécifiquement ses articles 51, 67 et 68 ;

Vu la Loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile ;

Vu l'Arrêté royal du 2 février 2009 déterminant la délimitation territoriale des zones de secours ;

Vu l'Arrêté royal du 10 juillet 2013 relatif à la méthode de calcul du nombre de voix dont dispose un conseiller zonal au sein du conseil de la zone de secours ;

Vu la Circulaire ministérielle du 09 juillet 2012 relative à la réforme de la sécurité civile – prézones dotées de la personnalité juridique ;

Considérant que le conseil de la prézone Hainaut Centre du 24 septembre 2014 a décidé le passage en zone au 1<sup>er</sup> janvier 2015;

Considérant que le Conseil de la zone Hainaut a décidé de fixer une clef de répartition permettant de déterminer un pourcentage final qui exprime la contribution communal au total des dotations communales, pourcentage final qui sera atteint

progressivement au cours des trois ou cinq années à venir, selon le pourcentage contributif de la commune varie à la hausse ou à la baisse;

Considérant le courrier du président de la zone du 13 novembre dernier portant, notamment, sur le montant des dotations communales ;

Considérant que la dotation de la commune de Jurbise à la zone s'élève à 672.547,38€ ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 7 décembre 2015;

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité, approuve cette proposition de ratification, relative à la dotation communale 2016 à la Zone de Secours Hainaut Centre :**

**Article 1 .** - D'inscrire au budget communal de l'exercice 2016, le montant de 672.547,38 € correspondant à la dotation communale de Jurbise afin de financer la zone de secours du Hainaut Centre.

**Article 2 .** - De marquer son accord sur la clef de répartition des dotations communales à la zone de l'année 2016.

**Article 3 .** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à Monsieur le président de la zone.

-----

**5. Finances – Dotation communale pour le budget 2016 de la Zone de police Sylle et Dendre – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

**Vu** la circulaire ministérielle traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2016 à l'usage de la Zone;

**Vu** la circulaire ministérielle du 16 juillet 2015 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

**Attendu** qu'une dépense de transfert d'un montant de 786.136,36 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2016, aux fins d'une dotation à la zone de police;

**Attendu** qu'une dépense de transfert d'un montant de 83.402,81 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2016, aux fins d'un agent supplémentaire ;

**LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :**

**Article unique :** d'octroyer une dotation communale de 869.539,17 euros pour l'année 2016 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Directeur Financier et aux autorités de Tutelle.

-----

**6. Finances – Budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse - approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 30 septembre 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Notre-Dame de Vacresse à Herchies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2016 ;

-

Attendu que le budget de la fabrique d'église pour l'exercice 2016, réceptionné en date du 26 octobre 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 7.174,70 €

Dépenses totales : 7.174,70 €

Solde : 0,00 €

Considérant qu'une intervention communale d'un montant de 7.146,70 € a été inscrite à l'ordinaire du budget de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 03.11.2015 approuvant le budget 2016 sous réserve des remarques suivantes :

- Gestion « en bon père de famille » de la location de la maison appartenant à la Fabrique d'Eglise.
- Abonnement au logiciel pour les fabriques d'église d'une somme de 41,20€

Considérant que la vérification dudit budget n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

**LE CONSEIL COMMUNAL, approuve avec 17 voix « pour » et 2 « abstentions », le budget 2016 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies.**

La récapitulation du budget 2016 est arrêtée comme suit :

	Montant initial	Nouveau montant
Dépenses		
Arrêtées par l'Evêque	950,00€	950,00€
Soumises à l'approbation de l'Evêque ordinaires et extraordinaires	6.224,70€	6.224,70€
Total général des dépenses	7.174,70€	7.174,70€
Balance recettes	7.174,70€	7.174,70€
Balance dépenses	7.174,70€	7.174,70€

-----

**7. Finances – Modification Budgétaire n°1 (exercice 2015) de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 12 octobre 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Protestante de Baudour-Herchies a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de la fabrique d'église de l'exercice 2015, réceptionné en date du 26 octobre 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 28.730,00 €  
Dépenses totales : 28.730,00 €  
Solde : 0,00 €

Considérant qu'une majoration de 4.235,00 € a été inscrite à l'extraordinaire de la modification budgétaire de la fabrique d'église ;

Considérant qu'une majoration de l'intervention communale de Jurbise d'un montant de 1.058,75 € a été inscrite à l'extraordinaire de la modification budgétaire de la fabrique d'église ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions », la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 pour la Fabrique d'Eglise Protestante de Baudour – Herchies à Baudour**

-----  
**8. Finances – Modification Budgétaire n°1 (exercice 2015) de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi à Jurbise - approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 26 octobre 2015 par laquelle le conseil de la fabrique d'église Saint-Eloi de Jurbise a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de la fabrique d'église de l'exercice 2015, réceptionné en date du 4 novembre 2015 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

Recettes totales : 43.042,30 €  
Dépenses totales : 43.042,30 €  
Solde : 0,00€

Considérant qu'une majoration de l'intervention communale d'un montant de 4.740,48 € a été inscrite à l'ordinaire de la modification budgétaire de la fabrique d'église ;

Considérant la décision de l'Evêché de Tournai du 09.11.2015 approuvant la modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2015 sans remarque ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à 17 voix « pour » et 2 « abstentions », la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015 pour la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise**

-----

**9. Finances – Budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2016**  
**– adoption**

*L'Echevin des Finances présente le Budget communal.*

*A l'issue de cette présentation, Monsieur Delhayé intervient pour le Groupe PS. Il fait tout d'abord remarquer que malgré les questions soulevées, au cours de l'année 2015, au sujet de la prévision d'un crédit spécial de recettes, ce crédit est à nouveau prévu au Budget 2016 et connaît même une augmentation de 100.000 € par rapport à l'exercice écoulé. L'Echevin des Finances explique que cette augmentation découle d'une différence entre le Compte et le Budget, et réitère la position du Collège communal au sujet de ce crédit spécial de recettes, spécifiquement prévu et autorisé par la circulaire budgétaire du Ministre Furlan.*

*Monsieur Delhayé demande ensuite quelle est l'évolution du « projet FEDER », et si la Commune fait partie des candidats retenus dans cet appel à projet. L'Echevine du Commerce, après avoir rappelé que le projet communal consiste en la création d'une halle aux artisans sur le site du parc communal, fait part à l'assemblée de l'évolution de ses démarches auprès des artisans locaux, et confirme à Monsieur Delhayé que la Commune n'a pas été sélectionnée dans le cadre de cet appel à projets. Ce projet – qui ne doit dès lors plus reprendre la dénomination « FEDER » - sera donc concrétisé uniquement sur fonds propres.*

*A la question de Monsieur Delhayé concernant l'évolution de la procédure de marché public relative à la désignation d'un prestataire pour la réalisation d'un audit organisationnel et fonctionnel de l'Administration, la Présidente et le Directeur général lui confirment que la procédure est en cours et que les offres sont attendues pour le 15 janvier 2016.*

*En conclusion, Monsieur Delhayé fait part de l'intention du Groupe PS de ne pas voter en faveur de ce Budget communal, exprimant ses réserves à l'égard du crédit spécial de recettes qui, bien que tout à fait légal et prévu par la circulaire budgétaire du Ministre Furlan, manque de clarté à ses yeux. Monsieur Delhayé émet également des réserves à l'égard de l'augmentation constatée des dépenses de dette, invitant le Collège communal à faire preuve de la plus grande des rigueurs dans sa gestion quotidienne. Il relève également le déficit d'informations pertinentes en ce qui concerne la politique des Aînés et la création de la Plateforme du même nom, pointe la politique de la majorité qui consacrera 30% de ses*

*investissements au Château communal alors que d'autres priorités existent, et constate un nombre important de reports de projets inscrits au service extraordinaire, tels que l'installation de bulles à verre enterrées ou la réfection du roofing de la toiture de la salle Galant.*

**A l'issue de ces échanges, LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de budget établi par le Collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu l'avis favorable du directeur financier annexé à la présente délibération ;

Attendu que le projet de budget a été soumis au CODIR en sa séance du 11 décembre 2015 ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Considérant que le budget communal de l'exercice 2016 a été envoyé aux trois organisations syndicales en date 23/12/2015 ;  
Après en avoir délibéré en séance publique,

**LE CONSEIL COMMUNAL, décide à 16 voix « pour » et 3 voix « contre » :**

**Art. 1<sup>er</sup>**

D'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2016 :

**1. Tableau récapitulatif**



	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	12.744.337,27€	3.247.049,26€
Dépenses exercice proprement dit	11.990.449,24€	4.973.893,26€
Boni / Mali exercice proprement dit	753.888,03€	-1.726.844,00€
Recettes exercices antérieurs	0,00	751.595,98€
Dépenses exercices antérieurs	629.747,06€	1.058,75€
Prélèvements en recettes	0,00	1.728.058,28€
Prélèvements en dépenses	100.000,00€	0,00€
Recettes globales	12.744.337,27€	5.726.703,52€
Dépenses globales	12.720.196,30	4.974.952,01€
Boni / Mali global	24.140,97€	751.751,51€

## 2. Tableau de synthèse ordinaire :

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	<u>13.542.919,85€</u>		<u>-840.970,59€</u>	<u>12.701.949,26€</u>
Prévisions des dépenses globales	<u>13.475.612,74€</u>		<u>-158.409,71€</u>	<u>13.317.203,03€</u>
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	<u>67.307,11</u>		<u>-682.560,88€</u>	<u>-615.253,77€</u>

## 3. Tableau de synthèse extraordinaire :

<u>Budget précédent</u>	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des	<u>6.453.114,81€</u>		<u>-2.175.000,00€</u>	<u>4.278.114,81€</u>

recettes globales				
Prévisions des dépenses globales	<u>5.701.518,96€</u>		<u>-2.175.000,00€</u>	<u>3.526.518,96€</u>
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	<u>751.595,85€</u>		<u>0,00€</u>	<u>751.595,85€</u>

4. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées (si budget non voté, l'indiquer)

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	1.400.000,00€	22/12/2015
Fabriques d'église	19.106,91€	10/11/2015
	15.753,85€	10/11/2015
	15.830,97€	10/11/2015
	27.118,29€	10/11/2015
	1.000,00€	10/11/2015
	10.897,39€	10/11/2015
	6.260,00€	10/11/2015
	7.146,70€	22/12/2015
	6.139,99€	10/11/2015
Zone de police	869.539,17€	22/12/2015
Zone de secours	672.547,38€	22/12/2015

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au Directeur Financier.

-----

**10. Finances – Délibération relative à la fixation d'une redevance pour la délivrance de documents administratifs : adaptation des délibérations des 10 septembre 2013 et 15 juillet 2014 – adoption**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** la Constitution, en ses articles 41, 162 et 170 §4 ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

**Vu** les charges qu'entraîne pour l'Administration communale la délivrance de documents administratifs, qui doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

**Attendu** que dans le respect de la Circulaire budgétaire du Ministre Furlan, la Commune est autorisée, afin de lui permettre de rencontrer partiellement le coût découlant de ces charges, de fixer un montant de redevance dû pour la délivrance de certains documents administratifs qu'elle énumère ;

**Vu** la communication du dossier au Directeur financier en date du 13 novembre 2015, conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et la réception de son avis de légalité ce 8 décembre 2015, avis qui s'avère favorable sous réserve d'apporter certaines adaptations au projet de délibération ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;
- La création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la Société Wallone du Logement (SWL) ;
- La délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).

**Article 2 :** La redevance est due par la personne (physique ou morale) qui sollicite la délivrance du document.

**Article 3 :** La redevance est fixée comme suit :

## A. DOCUMENTS D'IDENTITE POUR CITOYEN BELGE

- **Carte d'identité d'enfant belge de moins de 12 ans :**
  - Procédure normale : gratuit.
  - Procédure d'urgence : 110 €.
  - Procédure d'extrême urgence : 180 €.
- **Carte d'identité d'enfant belge de 12 ans à 18 ans :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
  - Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale
    - ∞ *Le tarif en procédure d'urgence ou d'extrême urgence est réduit à partir du deuxième document d'identité électronique demandé simultanément pour les enfants belges de moins de 12 ans d'un même ménage et qui sont inscrits à la même adresse. Le montant réduit est celui à ristourner au Fédéral.*
- **Carte d'identité adulte belge :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 5 € de redevance communale.
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
  - Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale
- **Délivrance d'un nouveau numéro de code Pin ou Puk : 2,5 €**

## B. DOCUMENTS (D'IDENTITE OU AUTRES) POUR CITOYEN ETRANGER

- **Carte d'identité ou document de séjour pour enfant étranger de moins de 12 ans :**
  - Procédure normale : gratuit.
  - Procédure d'urgence : 110 €.
  - Procédure d'extrême urgence : 180 €.
- **Carte d'identité ou document de séjour pour enfant étranger de 12 ans à 18 ans :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
  - Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale
- **Carte d'identité ou document de séjour pour adulte étranger :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 5 € de redevance communale

- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral + 15,85 € de redevance communale
- **Carte biométriques et titres de séjour pour étranger de pays tiers :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 5 € de redevance communale
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 12,88 € de redevance communale
- **Déclaration d'arrivée : 2,5 €**
- **Certificat d'inscription au registre des étrangers : 20 €**
- **Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 €**

#### *C. DELIVRANCE DE PASSEPORTS*

- **Délivrance de passeports d'enfant de moins de 12 ans :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 0,5 € de redevance
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 0,5 € de redevance
- **Délivrance de passeports d'enfant de 12 ans à 18 ans :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 10 € de redevance communale et 0,5 € de redevance
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 20 € de redevance communale et 0,5 € de redevance
- **Délivrance de passeports adulte :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral + 15 € de redevance communale et 0,5 € de redevance
  - Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral + 20 € de redevance communale et 0,5 € de redevance

#### *D. ETAT-CIVIL*

- **Redevance pour traitement de demande de mariage ou de cohabitation légale : 20 €**
- **Livret de mariage : 20 €**
- **Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3 €.**

#### *E. HABITATION – URBANISME*

- **Délivrance de documents relevant du CWATUP :**
  - Documents délivrés en vertu des articles 85 (renseignements notariaux) ou 90 (divisions notariales) : 20 €
  - Certificat d'urbanisme 1 ou 2 : 20 €
  - Déclaration urbanistique préalable : 50 €
- **Certificat de changement de résidence : 10 €.**

#### *F. DIVERS*

- **Tous certificats délivrés par le Service Population : 3 €**
- **Légalisation de signature ou copie certifiée conforme : 2 €.**
- **Extrait de casier judiciaire : 5 €**
- **Redevance pour travaux administratifs spéciaux – recherches généalogiques : 25€/heure avec un minimum de 20€ par dossier**
- **Délivrance de permis de conduire**
  - permis de conduire belges provisoires : montant à ristourner au Fédéral
  - permis de conduire belges définitifs : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
  - permis de conduire internationaux définitifs : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Délivrance de plans de l'entité :**
  - petit format : 5 €
  - grand format : 10 €

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40, §1 du CDLD, ou devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal.

-----

#### **11. Finances – Délibération relative à la fixation d'une redevance pour la participation aux activités parascolaires de la Commune de Jurbise : adaptation de la délibération du 4 novembre 2014 – adoption**

*Monsieur Delhaye fait remarquer qu'une remarque du Directeur financier, reprise dans son avis de légalité, n'a pas été prise en considération dans le projet de délibération.*

*Le Directeur général répond à Monsieur Delhayé que les délais concédés au Directeur financier pour rendre son avis de légalité, ne lui ont pas permis de transmettre cet avis dans les temps mais l'intégralité des recommandations du Directeur financier sera bien prise en considération, et le projet de délibération adapté dans le sens proposé. A l'article 6, il sera donc bien inscrit qu'à défaut de paiement dans les délais prévus aux articles 3 et 4, la procédure de recouvrement sera poursuivie.*

**Sur base de ces informations, LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil communal;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu la délibération du 4 novembre 2014 du Conseil communal, proposant d'organiser des activités sportives et ludiques destinées aux enfants de ses écoles communales fondamentales, après les heures habituelles de cours, et en fixant notamment les modalités et tarifs;

Attendu que ces activités parascolaires seraient organisées au sein des 3 écoles communales, selon un rythme, un horaire et un programme convenus et élaborés en concertation avec les animateurs ;

Attendu que les ateliers seront organisés pendant les périodes scolaires, qu'ils débiteront au début du mois d'octobre pour prendre fin en mai de chaque année ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer la participation financière à réclamer aux parents inscrivant un/des enfant(s) à un/des atelier(s) ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 14 octobre 2015, obtenu le 10 décembre et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 12 octobre 2015 ;

Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité,**

Article 1 : il est établi pour les exercices 2016 à 2019 une redevance pour la participation des enfants aux ateliers parascolaires organisés au sein des écoles communales.

Article 2 : la participation financière comprend outre l'animation, les frais d'assurance, d'encadrement et les charges administratives.

Article 3 : la redevance est fixée à 100 € par enfant et par atelier, pour la participation aux ateliers organisés le lundi, mardi, jeudi ou vendredi durant toute l'année scolaire. Les frais de participation sont dus au moment de l'inscription de l'enfant. Sur demande écrite et après accord du Collège communal, le montant de la redevance pourra être réduit au prorata des mois complets déjà écoulés de l'année scolaire.

Article 4: la redevance est fixée 25 € par enfant et par module, pour la participation à l'atelier du mercredi après-midi. Les frais de participation sont dus au moment de l'inscription de l'enfant à chaque module, un module se composant de 5 mercredis après-midi dont le programme est élaboré et annoncé module après module.

Article 5 : Il ne sera procédé à aucun remboursement même en cas de maladie ou de désistement de l'enfant. Par contre, en cas de maladie prolongée ou d'absence prolongée de l'animateur, il pourra être procédé au remboursement partiel des frais de participation, au prorata des semaines durant lesquelles les ateliers n'ont pas pu être dispensés.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus aux articles 3 et 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon la procédure prévue à l'article L1124-40, § 1, 1° du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 7 : le présent règlement entrera en vigueur le jour de la publication par voie d'affichage de la décision de l'autorité de tutelle

-----

## **12. Finances – Règlement-redevance pour l'octroi d'une prime à l'installation d'un système d'alarme agréé – adoption**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Revu** la décision du 10 septembre 2013 relative à l'octroi de prime pour l'installation d'un système d'alarme agréé ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1113-1 selon lequel l'une des attributions de la Commune est de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police ;

**Attendu** que des dégradations et violations de domiciles ont été constatées dans l'entité de Jurbise ;

**Attendu** que pour aider la police, les communes peuvent, dans les limites des possibilités budgétaires, accorder des subsides aux ménages pour l'installation de système de sécurité et ce, sans distinction de rang.

**Attendu** qu'il y a lieu d'assurer la continuité d'octroi de prime à l'installation d'un système d'alarme agréé pour répondre à la demande des citoyens ;



**Attendu** que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 4 décembre, obtenue en date du 11 décembre et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en séance du 23 novembre 2015 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1 :** D'octroyer une prime de 250 euros au particulier pour l'installation d'un système d'alarme agréé.

**Article 2 :** Le système d'alarme devra être placé par un installateur agréé tel que défini par l'Arrêté royal du 13 juin 2002 relatif aux conditions d'obtention d'un agrément comme entreprise de sécurité.

**Article 3 :** La prime est octroyée pour tout système installé après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 sur le territoire de Jurbise. La prime ne peut être octroyée qu'une seule fois par immeuble.

**Article 4 :** La demande de prime doit être adressée par le bénéficiaire au Collège Communal dans l'année qui suit la facturation. Le demandeur doit être une personne physique privée. Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant la production de la facture de l'installation du système d'alarme agréé et d'une attestation d'agrément de l'installateur.

**Article 5 :** Des exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

### **13. Finances – Règlement-redevance pour l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo ou d'un vélo électrique – adoption**

*Monsieur Delhaye réitère une remarque déjà formulée lors de l'adoption de ce règlement-redevance en début de mandature, à savoir qu'il ne trouve pas logique de ne pas octroyer une prime similaire en cas d'achat d'un vélo pour enfant. Il estime que tout type de mobilité douce devrait être encouragé, et ajoute que limiter la politique communale à l'octroi de maximum deux primes par ménage va, à nouveau, à l'encontre du développement de cette mobilité douce.*

*En réponse à sa question et à la position défendue par ses soins, l'Echevin des Finances indique à Monsieur Delhaye que le budget annuellement dévoué à l'octroi de primes pour l'achat de vélos est régulièrement consommé, et qu'il est nécessaire, tout en reconnaissant l'importance de favoriser ce type de mobilité, de fixer également certaines limites d'ordre pratique et financier.*

*Tout en entendant les réponses de l'Echevin des Finances, Monsieur Delhay conclut en indiquant qu'il trouverait opportun de mener une réflexion élargie, par exemple au niveau des écoles, à l'égard du développement de la mobilité douce sur l'entité.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Revu** sa décision du 10 septembre 2013 relative à l'octroi de prime pour l'achat d'un vélo adulte ou d'un vélo électrique ;

**Vu** l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** notamment l'arrêté du Gouvernement Wallon du 14 mai 2009 modifiant l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

**Attendu** qu'il convient d'encourager toutes les initiatives communales qui ont pour but de prendre soin de la nature, de la santé des citoyens et de désengorger les artères urbaines ;

**Attendu** que le Conseil Communal peut, en fonction de la santé financière de la commune, octroyer des aides financières aux ménages ;

**Attendu** que de nouvelles techniques arrivent sur le marché et apportent un « plus » à l'environnement ;

**Attendu** qu'il y a lieu de fixer les modalités pratiques de l'intervention communale ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Attendu** que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 4 décembre 2015 ;

Sur proposition du Collège Communal, en séance du 23 novembre 2015 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à 16 voix « pour » et 3 « abstentions » :**

**Article 1er** : d'octroyer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, une prime communale pour l'achat d'un vélo « droit » ou l'achat d'un vélo électrique.

- Ne sont visés que les vélos « droits » pour adultes et vélos motorisés électriquement pour adultes.
- Ne sont pas visés les vélos pour enfants, les vélos à deux places (tandems), les tricycles, cuistax, trottinettes et trottinettes électriques ...etc ne rentrant pas dans une logique de mobilité verte.

**Article 2** : La demande de prime doit être adressée par le bénéficiaire au Collège Communal dans l'année qui suit la facturation. Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production d'une facture détaillée d'achat d'un vélo dont la date est postérieure au 1er janvier 2014.

**Article 3** : Seules deux primes par ménage seront octroyées.

**Article 4** : Les bénéficiaires de la prime doivent remplir les conditions suivantes :

- Être une personne physique domiciliée sur le territoire de la Commune de Jurbise ;
- Être majeur ;

**Article 5** : La prime est fixée:

- à 10 % de la valeur d'achat du vélo avec un maximum de 25 € pour un vélo normal « droit ».
- à 10% de la valeur d'achat du vélo motorisé électriquement avec un maximum de 100 €.

**Article 6** : Seules 200 primes pour vélo normal et 10 primes pour vélo électrique seront octroyées par année budgétaire, la 201<sup>ème</sup> et la 11<sup>ème</sup> seront reportées à l'exercice budgétaire suivant.

**Article 7** : Des exemplaires de la présente délibération seront transmis aux Autorités de tutelle ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

**14. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IDEA le 16 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

**Considérant** que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 12 novembre 2015 ;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 17 décembre 2014 ;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

**Considérant** que le premier point inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique 2014-2016 – Evaluation 2015 ;

Considérant qu'en date du 10 novembre 2015, le Conseil d'Administration a approuvé le document d'évaluation 2015 du plan stratégique 2014-2016 ;

Considérant que les conseillers communaux, provinciaux et des CPAS associés ont été informés par l'associé concerné que le projet d'évaluation 2015 du Plan Stratégique est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande dans les 30 jours avant l'Assemblée Générale conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Considérant** que le deuxième point porte sur une modification relative à la composition du Conseil d'Administration ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 14 octobre 2015 a acté la désignation de Monsieur Jean-Jacques FLAHAUX, Conseiller communal à Braine-le-Comte en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Maxime DAYE, Bourgmestre de Braine-le-Comte;

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1** : d'approuver l'évaluation 2015 du Plan Stratégique 2014-2016 et de l'adresser à l'autorité de Tutelle.

**Article 2** : d'approuver la modification relative à la composition du Conseil d'Administration, à savoir :

- la désignation de Monsieur Jean-Jacques FLAHAUX, Conseiller communal à Braine-le-Comte en remplacement de Monsieur Maxime DAYE, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'IDEA

**Article 3 :**

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale IDEA et à Monsieur le Directeur financier.

-----  
**15. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale HYGEA le 17 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

**Considérant** que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 13 novembre 2015 ;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 17 décembre 2015 ;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

**Considérant** que **le premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan

stratégique 2014-2016 HYGEA - Evaluation 2015 ;

Considérant qu'en date du 12 novembre 2015, le Conseil d'Administration a approuvé le document d'évaluation 2015 du Plan Stratégique 2014-2016 HYGEA ;

Considérant que les conseillers communaux ont été informés par l'associé concerné que le projet d'évaluation 2015 du Plan Stratégique est consultable sur le site web de l'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523- 23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Considérant que **le deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la modification relative à la composition du Conseil d'Administration ;

Considérant que le Conseil d'HYGEA du 12 novembre 2015 a acté la désignation de Monsieur François ROOSENS, Conseiller Communal à Saint-Ghislain en tant qu'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA.

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1 :** l'évaluation 2015 du Plan stratégique 2014-2016 HYGEA et de l'adresser à l'autorité de Tutelle.

**Article 2 :** la désignation de Monsieur François ROOSENS, Conseiller communal à Saint-Ghislain en tant qu'Administrateur d'HYGEA.

**Article 3**

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale HYGEA et à Monsieur le Directeur financier.

-----  
**16. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IDETA le 18 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 18 décembre 2015 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Démissions / Désignations d'administrateurs
2. Evaluation intermédiaire du Plan stratégique et du Budget 2014-2016
3. Plan de communication - Point d'information
4. Prestation de l'organisation en matière d'animation économique – Point d'information
5. Divers

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1<sup>er</sup>**

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Démissions / Désignations d'administrateurs

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Evaluation intermédiaire du Plan stratégique et du Budget 2014-2016

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Plan de communication - Point d'information

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Prestation de l'organisation en matière d'animation économique – Point d'information

D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Divers

## Article 2

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, sont chargés de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

## Article 3

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier communal ainsi qu'au département administratif

---

### **17. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale IGRETEC le 16 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

**Considérant** que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 16/12/2015 ;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

**Vu** l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

- Affiliations / Administrateurs ;
- Deuxième évaluation du Plan Stratégique 2014-2016 ;
- In House : proposition de modifications de fiches tarifaires

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1 :** d'approuver, de ne pas approuver :



- \* le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :  
Affiliations / Administrateurs
- \* le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :  
Deuxième évaluation du Plan Stratégique 2014-2016
- \* le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :  
In House : proposition de modifications de fiches tarifaires

**Article 2:** de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal de Jurbise.

**Article 3:** de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4:** de transmettre copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
- Au Gouvernement Provincial ;
- Au Ministre Régional de Tutelle sur les Intercommunales.

-----

**18. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale ORES le 18 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale Ores Assets ;

**Considérant** que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 29 octobre 2015;

**Vu** les statuts de l'Intercommunale Oress Assets ;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 18 décembre 2015 ;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

**Considérant** les points portés à l'ordre du jour suivants :

1. Scission partielle de l'intercommunale - Absorption de Fourons par les associations chargées de missions Inter-Energa et INFRAX Limburg.
2. Evaluation du Plan stratégique 2014-2016.
3. Remboursement de parts R.
4. Actualisation de l'annexe 1.
5. Nomination statutaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL** approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :

Article 1 : d'approuver

1. la scission partielle de l'intercommunale - Absorption de Fourons par les associations chargées de missions Inter-Energa et INFRAX Limburg.

Article 2 : d'approuver

2. l'évaluation du Plan stratégique 2014-2016

Article 3 :

3. le remboursement de parts R.

**Article 4:**

**4. l'actualisation de l'annexe 1.**

**Article 5:**

**5. la nomination statutaire.**

**Article 6** : De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Article 7** : De transmettre une copie de la présente délibération à Ores Assets sise Avenue Jean Monnet, 2 - 1348 Louvain-la-Neuve.

-----  
**19. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale pure de Financement du Hainaut – IPFH le 16 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 16 décembre 2015 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point 1 de l'ordre du jour et pour lequel il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, le point 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1** : d'approuver :

\* le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir :

**2<sup>ème</sup> évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016 ;**

Article 2 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

Article 3 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI) ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre des Pouvoirs locaux.

-----

**20. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire du Centre intercommunal de Santé des Cantons de Mons-Borinage (CISCM) le 17 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCM par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013 ;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCM du 17 décembre 2015 ;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation du plan stratégique et du budget 2016 ;
2. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M;

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCAM du 17 décembre 2015 qui nécessitent un vote.

**Article 2 :**

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation du plan stratégique et du budget 2016 ;
2. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

**Article 3 :** de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

**Article 4 :** de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

**Article 5 :** de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCAM.

-----  
**21. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire du Centre hospitalier Universitaire et  
Psychiatrique de Mons-Borinage le 17 décembre 2015 – ordre du jour – ratification**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

**Considérant** que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

**Vu** l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

**Considérant** que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 17 décembre 2015 ;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

**LE CONSEIL COMMUNAL approuve, à l'unanimité, la ratification des points suivants :**

**Article 1er : d'approuver :**

- Le procès-verbal de la séance du 30 juin 2014;
- L'évaluation annuelle 2015 du Plan Stratégique 2014-2016;
- Le budget de fonctionnement pour l'exercice 2016;
- La désignation de Mr G. CASIMIR en remplacement de Mr. Y. ENGLERT en qualité d'administrateur représentant l'Université Libre de BRUXELLES.

**Article 2 :**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 17 décembre 2015.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

## **22. Secrétariat – Règlements complémentaires sur le roulage – approbation**

*Monsieur Delhaye indique que s'il est d'accord sur le principe d'adapter les règlements complémentaires sur le roulage en question, vu la situation dans le quartier de la gare, il s'interroge sur les emplacements qui seront à l'avenir utilisés par les navetteurs pour se stationner. Tout en reconnaissant qu'il est nécessaire de tenir compte des intérêts des riverains, il fait part de son scepticisme quant à la solution proposée, et craint que la situation ne s'aggrave tant que le nouveau parking n'aura pas été construit.*

*La Présidente et l'Echevin de l'Enseignement indiquent que le dossier du parking dont question est en bonne voie, que l'accès au nouveau parking sera gratuit pour les Jurbisiens et que cette gratuité sera rendue possible de par le fait que le parking sera du ressort communal.*

*Monsieur Delhaye interroge également le Collège communal sur la possibilité d'adapter le sens de circulation sur la rue de la Gare, afin que celui-ci ne soit plus en sens unique, mais dans les deux sens. La Présidente lui répond que cette piste avait déjà été étudiée lors de la mandature précédente, mais abandonnée compte tenu de la largeur insuffisante de l'assiette de voirie.*

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant l'augmentation importante de la fréquentation des navetteurs pour la Gare de Jurbise ;

Considérant la problématique liée au stationnement à certains endroits ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant qu'il convient de conserver un équilibre entre les riverains de certaines rues et l'afflux de véhicules des navetteurs se rendant à la Gare de Jurbise ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

### **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1er ::** Dans la rue de la Gare, le stationnement limité dans le temps selon le principe de la zone bleue existant le long des n°4 à 6 est abrogé.

**Article 2 :** Dans le quartier formé par les rues de la Gare (entre le n°6 et la rue des Martyrs), la rue des Martyrs (entre la rue de la Gare et le n°35), l'Avenue des Aubépines et le Clos Pincenaire, la durée du stationnement est limitée dans le temps selon le principe de la zone bleue, sauf pour les riverains.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale, d'entrée et de sortie reprenant le signal E9a, le pictogramme du disque et la mention additionnelle « SAUF RIVERAINS ».

**Article 3 :** Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

-----

**23. Culture – Mise à disposition de la Salle culturelle Jacques Galant au bénéfice de la Ligue des Familles – application de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales – proposition de gratuité partielle – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures ;

**Attendu** que, suite au courrier du 19/10/2015 de la Ligue des Familles, section de Jurbise, il est proposé de mettre la salle Jacques GALANT à sa disposition le samedi 12 mars 2016 et le samedi 15 octobre 2016, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que l'organisation d'une foire aux vêtements ;

**Considérant** qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 129, 50 € par location, comprenant le nettoyage (100 €) et les assurances (29,50 €), soit 259 € pour les deux occupations ;



**Considérant** que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal des manifestations concernées ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 26/10/2015 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** De mettre à disposition de la Ligue des Familles, section de Jurbise, la salle culturelle Jacques GALANT et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant forfaitaire de 259 EUR (2 dates) les samedis 12 mars et 15 octobre 2016. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que l'organisation d'une foire aux vêtements.

**Article 2 :** Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

**Article 3 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

**24. Culture – Mise à disposition de la Salle culturelle Jacques Galant au bénéfice du Centre d'Action laïque (ASBL La Spirale) – application de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales – proposition de gratuité partielle – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

**Considérant** que le Centre d'Action Laïque de Jurbise (A.S.B.L. La Spirale), représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à Jurbise, souhaite occuper la salle culturelle Jacques Galant les 07, 08, 09 octobre 2016 ;

**Attendu** qu'il est proposé de mettre la salle culturelle Jacques Galant à disposition du demandeur sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, gratuité partielle qui se justifierait par l'intérêt communal de la manifestation (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art *Toile Emoi*), au tarif de 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 7 décembre 2015 ;

Après en avoir délibéré ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** De permettre au Centre d'Action Laïque de Jurbise (A.S.B.L. La Spirale), représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à Jurbise, d'occuper la salle culturelle Jacques Galant sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art *Toile Emoi*) les 07, 08, 09 octobre 2016. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

**Article 2 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

**25. Juridique - Désignation de Mme Valérie ROLDAN et Mr Didier GREUSE en qualité d'agents-constatateurs communaux - approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu les dispositions de l'article 119bis, §6, alinéa 2, 1° de la nouvelle loi communale ;

Vu la Loi du 17 juin 2004 modifiant la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Décret du 5 juin 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives dans les communes ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales ;

Vu la Circulaire du 23 décembre 2013 relative aux sanctions administratives communales et ses arrêtés d'exécution

Attendu qu'il est proposé au Conseil Communal de désigner, en qualité d'agents-constatateurs, Madame Valérie Roldan, née le 19 janvier 1971 et domiciliée rue Franc Boudin 53 à 7050 Herchies, ainsi que Monsieur Didier Greuse, né le 22 juillet 1966 et domicilié rue du Moulin 16 à 7050 Erbisoeul ;

Attendu que les intéressés remplissent toutes les conditions fixées par les articles 1 et 2 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 susnommé, à savoir :

- être âgé d'au moins 18 ans ;
- n'avoir subi aucune condamnation, même avec sursis, à une peine correctionnelle ou criminelle consistant en une amende, une peine de travail ou une peine de prison, à l'exception des condamnations pour infractions à la réglementation relative à la police de la circulation routière autres que celles consistant en une déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur prononcée pour d'autres motifs que pour incapacité physique ;
- disposer au moins d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur ;
- remplir les conditions relatives à la formation (formation de 40 heures, portant sur les quatre volets détaillés à l'article 2 de l'Arrêté royal)

Vu la Loi du 01 juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment, article 1<sup>er</sup> ;

Sur proposition du Collège Communal,

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** De désigner en qualité d'agents-constatateurs chargés de constater les faits conformément à la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives dans les communes, Madame Valérie Roldan, née le 19 octobre 1971 et domiciliée rue Franc Boudin 53 à 7050 Herchies, ainsi que Monsieur Didier Greuse, né le 22 juillet 1966 et domicilié rue du Moulin 16 à 7050 Erbisoeul.

**Article 2.** Un extrait de la présente délibération sera remis aux intéressés

Ce jour, Madame Valérie Roldan et Monsieur Didier Greuse prêtent serment suivant : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge* », entre les mains de Madame Jacqueline Galant, Présidente du Conseil.

-----

**26. Juridique – Programme Logements-passerelle : modèle de contrat de bail, montant du loyer et balises d’octroi des logements-passerelle – approbation**

*Monsieur Delhayé rappelle à l’assemblée les remarques formulées par le Groupe PS lors de la séance du 10 novembre dernier, remarques qui avaient abouti au report de ce point afin de permettre au Collège communal de les analyser et d’éventuellement adapter le projet.*

*En ce qui concerne la remarque relative au cachet de La Poste, qui ferait foi au contraire de la date d’enregistrement du courrier par l’Administration, l’Echevin des Finances réitère la position du Collège communal qui est de considérer que le cachet de La Poste ne présente pas davantage de valeur que le cachet apposé par l’Administration le jour de la réception du courrier. L’Echevin des Finances confirme toutefois que les candidats demeureront libres de transmettre leur demande par l’intermédiaire de La Poste.*

*En ce qui concerne la remarque relative aux revenus (nets ou bruts) qu’il conviendrait de prendre en compte pour l’analyse des candidatures, l’Echevin des Finances confirme, après s’être renseigné sur les pratiques qui sont d’application à la Communauté Française, qu’il est tout à fait logique et opportun de prendre en compte les revenus nets. L’Echevin des Finances rappelle par ailleurs que la fiche d’avertissement-extrait de rôle relative à l’année écoulée, sera sollicitée auprès des candidats potentiels.*

*En ce qui concerne les démarches qui seront réalisées en termes de publicité et d’information, la Présidente et l’Echevin des Finances confirme à Monsieur Delhayé que les voies de communication traditionnelles, tels que toutes-boîtes et revue Jurbise Infos, seront utilisées.*

*Monsieur Delhayé estime toutefois que les conditions imposées demeurent améliorables. Il demande s’il ne serait pas possible d’envisager une reconduction tacite du bail conclu pour les logements-passerelles. La Présidente et l’Echevin des Finances lui répondent par la négative, une prolongation du bail impliquant une reconduction pour une durée minimale de 9 ans, ce qui irait à l’encontre de la philosophie du projet.*

*L’Echevin des Finances conclut en indiquant à Monsieur Delhayé que deux remarques du Groupe PS, émises en séance du 10 novembre 2015, ont été prises en considération, et le projet modifié en conséquence. Tout d’abord, l’obligation d’informer le Collège communal, dans les meilleurs délais, en cas de modification (à la hausse comme à la baisse) des revenus du bénéficiaire ; ensuite, une augmentation du pourcentage du montant de bail versé sur un compte d’épargne, qui est passé de 10 à 20%.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la Déclaration de Politique générale soumise par le Collège communal au Conseil communal et approuvée par ses soins en sa séance du 26 mars 2013, conformément à l'article L1123-27 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que figure dans cette Déclaration de Politique générale, le projet de développer une politique d'épargne-logement en faveur des jeunes couples de la Commune rencontrant des difficultés à acquérir une habitation sur la Commune de Jurbise, et dont la dynamique principale reposerait sur l'achat d'une ou deux maisons destinées à servir de « logements-passerelles » en faveur des intéressés ;

Vu la délibération du 7 juillet 2015 du Conseil communal, par laquelle ce dernier a marqué son accord sur le projet d'acquisition de deux habitations sises respectivement au 34C et 34D du Clos du Moustier à 7050 Jurbise ;

Vu l'acte notarié dressé auprès de Monsieur le Notaire Malengreaux le 14 juillet 2015, par lequel la Commune de Jurbise, valablement représentée à l'acte par Madame l'Echevine déléguée à la signature et Monsieur le Directeur général, conformément à la délibération du Conseil communal précitée, procède à l'acquisition de ces deux habitations ;

Considérant qu'à la suite des derniers travaux de raccordement prévus et réalisés par les sociétés impétrantes ORES et Société Wallonne des Eaux (SWDE) au cours du mois d'octobre, les logements-passerelle sont désormais prêts à être mis en location, sous réserve de la communication communale à organiser à leur sujet ;

Considérant que préalablement à l'entrée en vigueur concrète du programme de logements-passerelle, il convient d'en arrêter les modalités concrètes d'application, à savoir :

- le montant du loyer qui sera demandé aux bénéficiaires ainsi que le montant qui sera épargné de par le programme du logement-passerelle ;
- la durée potentielle du bail ;
- le modèle de contrat de bail ;
- les modalités d'octroi d'un logement-passerelle ;

Considérant que le modèle de contrat de bail (reprenant les montants évoqués ci-dessus, ainsi que la durée potentielle du bail) et le descriptif des balises d'octroi figurent en annexe à la présente délibération, et font partie intégrante de celles-ci ;

Considérant que le Collège communal sera chargé de l'application de ces modalités et du contrôle de leur respect ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 30 septembre 2015, obtenu le 21 octobre 2015 et complété par un nouvel avis le 27 novembre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège communal, en ses séances des 27 juillet et 16 novembre 2015;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité » :**

**Article 1<sup>er</sup> .** - D'approuver le modèle de contrat de bail qui sera d'application pour la mise en location des logements-passerelles.

**Article 2 .** - D'approuver les balises d'octroi qui seront d'application pour la mise en location des logements-passerelles.

**Article 3 .** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

**27. Marchés publics – MP 2015-28-SG relatif à l'acquisition de numéros d'habitations réfléchissants – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

*Monsieur Delhaye demande si ce projet de distribution de numéros d'habitation sera basé sur la participation volontaire des citoyens. La Présidente lui répond par l'affirmative.*

*Monsieur Delhaye demande également à connaître le nombre estimé de numéros qui devront être acquis. L'Echevin des Finances lui indique que ce nombre approche les 6.000.*

*Monsieur Delhaye estime inadéquat de procéder à l'acquisition de près de 6.000 numéros d'habitation, alors que la distribution de ces mêmes numéros se fera sur une base uniquement volontaire. La Présidente, tout en insistant sur la nécessité de procéder, pour des raisons évidentes de sécurité, au placement de ces numéros sur certaines habitations qui en sont actuellement dépourvues, indique qu'un projet similaire a déjà été réalisé dans d'autres villes et communes, avec succès.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-28-SG relatif au marché "Acquisition de numéros d'habitations réfléchissants" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 930/522-51 (n° de projet 20150043) et sera financé par un emprunt ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 30 novembre 2015, obtenu en date du 10 décembre, et qu'il s'avère favorable ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, avec 16 voix « pour » et 3 « abstentions » :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-28-SG et le montant estimé du marché "Acquisition de numéros d'habitations réfléchissants", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 930/522-51 (n° de projet 20150043).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**28. Marchés publics – MP 2015-29-SG relatif à l’acquisition et l’installation d’un outil de gestion de flotte par géolocalisation en temps réel des véhicules de l’Administration communale – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 207.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l’arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 2 §1 3° ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-29-SG relatif au marché “Acquisition et installation d’un outil de gestion de flotte par géolocalisation en temps réel des véhicules de l’Administration communale” établi par l’Administration ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 21.000 € hors TVA ou 25.410,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu’il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l’exercice 2015, article 421/745-98 (n° de projet 20150047) et sera financé par un emprunt ;

Considérant que l’avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 30 novembre 2015, obtenu en date du 7 décembre 2015 et qu’il s’avère favorable ;



**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-29-SG et le montant estimé du marché "Acquisition et installation d'un outil de gestion de flotte par géolocalisation en temps réel des véhicules de l'Administration communale", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 21.000 € hors TVA ou 25.410,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/745-98 (n° de projet 20150047).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
**29. Travaux – MP TC UREX 07.1 relatif au relighting de l'Ecole communale de Masnuy-St-Jean – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

*Monsieur Delhaye rappelle à l'assemblée les remarques formulées par le Groupe PS lors de la séance du 10 novembre 2015, concernant l'organisation de plusieurs procédures distinctes pour les différents dossiers UREBA.*

*L'Echevin des Travaux et la Présidente, tout en lui rappelant qu'il s'agit d'une demande du pouvoir subsidiant d'organiser des procédures distinctes pour chaque subside promis, précise également à Monsieur Delhayé que si 5 dossiers portent bien sur le même type de travaux (rénovation de l'éclairage dans les bâtiments), la mission qui en découlera ne sera pas nécessairement identique dans chaque bâtiment ; qui plus est, le sixième dossier UREBA ne porte pas sur des travaux de rénovation de l'éclairage, mais sur des travaux de remplacement du système de chauffage, rendant fondamentalement impossible la réalisation d'une seule procédure de marché public pour l'ensemble des dossiers UREBA.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 600.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 §1 3° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Relighting de l'Ecole communale de Masnuy-St-Jean" a été attribué à IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7.1 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 87.716,81 € hors TVA ou 106.137,34 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que cette partie est estimée à 83.156,31 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/724-60 (n° de projet 20150020) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 3 décembre 2015, obtenu le 7 décembre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC UREX 7.1 et le montant estimé du marché "Relighting de l'Ecole communale de Masnuy-St-Jean", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 87.716,81 € hors TVA ou 106.137,34 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/724-60 (n° de projet 20150020).

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**30. Travaux – MP 2015-21-SG-MD relatif à la désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un dossier de permis unique – avenant n° 1 au montant de 1.800,00 € HTVA– approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège communal du 12 octobre 2015 relative à l'attribution du marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un dossier de permis unique" à AAVO - Atelier d'Architecte Van Oost, avenue du Haureu 1 à 7700 Mouscron pour le montant d'offre contrôlé de 9.100,00 € hors TVA ou 11.011,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2015-21-SG-MD ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, en début d'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +	1.800,00 €
Total HTVA	= 1.800,00 €
TVA	+ 378,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>= 2.178,00 €</b>

Considérant que cet avenant se justifie de par la proposition d'intégrer, dans le dossier de permis unique, l'ensemble du dépôt communal en ce compris le hangar et les différents silos qui le bordent actuellement mais qui sont destinés à y être intégrés ;

Considérant qu'une offre de l'auteur de projet AAVO a été reçue à cette fin le 25 novembre 2015 ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 19.78% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 10.900,00 € hors TVA ou 13.189,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il n'est pas demandé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense a été inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget communal 2015, article 762/73360:2015.0085.2015, et sera financé par un emprunt ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, avec 16 voix « pour » et 3 « abstentions » :**

Article 1er. - D'approuver l'avenant 1 du marché "Désignation d'un auteur de projet pour l'élaboration d'un dossier de permis unique" pour le montant total en plus de 1.800,00 € hors TVA ou 2.178,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De financer cet avenant par le crédit inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget communal 2015, article 762/73360:2015.0085.2015.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**31. Travaux – Construction d'une extension et réaménagement des sanitaires de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean - décompte final des travaux – approbation**

*Monsieur Delhaye souligne le coût relativement important de ces travaux, qui auront connu pas moins de 4 avenants et un décompte avec des coûts supplémentaires.*

*L'Echevin des Travaux, tout en rappelant que ces avenants ont été soumis et approuvés par le Conseil communal, précise qu'ils découlent pour l'essentiel de circonstances imprévues, notamment la nécessité de remplacer les faux-plafonds et les luminaires du couloir, et de carreler sur une surface plus importante que celle initialement envisagée.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15 ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du conseil communal du 26 mars 2013 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation (adjudication publique) du marché "Construction d'une extension et réaménagement des sanitaires de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean" ;

Vu la décision du Collège communal du 24 juin 2013 relative à l'attribution de ce marché à B. Construct s.p.r.l., chaussée d'Enghien 31 à 7830 Silly pour le montant d'offre contrôlé de 99.632,13 € hors TVA ou 120.554,88 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2012-29-SG-RP ;

Vu la décision du Collège communal du 19 juin 2014 approuvant l'avenant 1 pour un montant en plus de 6.205,71 € hors TVA ou 7.508,91 €, 21% TVA comprise et la prolongation du délai de 7 jours de calendrier ;

Vu la décision du Collège communal du 30 juin 2014 approuvant l'avenant 2 pour un montant en plus de 3.175,00 € hors TVA ou 3.841,75 €, 21% TVA comprise et la prolongation du délai de 5 jours de calendrier ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 septembre 2014 approuvant l'avenant 3 pour un montant en plus de 9.377,34 € hors TVA ou 11.346,58 €, 21% TVA comprise et la prolongation du délai de 7 jours de calendrier ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2014 approuvant l'avenant 4 pour un montant en plus de 7.179,06 € hors TVA ou 8.686,66 €, 21% TVA comprise et la prolongation du délai de 80 jours de calendrier ;

Vu la décision du Collège communal du 4 mai 2015 approuvant le procès-verbal de réception provisoire du 3 février 2015, rédigé par l'auteur de projet, Thayse Anne-Marie, Rue des Près, 42 à 7050 Jurbise ;

Considérant que l'auteur de projet, Thayse Anne-Marie, Rue des Près, 42 à 7050 Jurbise a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux s'élève à 157.538,66 € TVAC, détaillé comme suit :

Estimation	94.010,80 €
<b>Montant de commande</b>	<b>99.632,13 €</b>
Q en +	+ 9.380,71 €
Q en -	- 0,00 €
Travaux supplémentaires	+ 16.556,40 €
<b>Montant de commande après avenants</b>	<b>= 125.569,24 €</b>
Décompte QP (en plus)	+ 4.747,75 €
<b>Déjà exécuté</b>	<b>= 130.316,99 €</b>

Révisions des prix	- 119,75 €
<b>TOTAL</b>	<b>= 130.197,24 €</b>
T.V.A. (21%)	+ 27.341,42 €
<b>TOTAL T.V.A. comprise</b>	<b>= 157.538,66 €</b>

*Solde restant dû à l'entrepreneur*

Montant déjà facturé hors T.V.A.	- 119.870,09 €
<b>Montant restant à liquider hors T.V.A.</b>	<b>= 10.327,15 €</b>
T.V.A. (21%)	+ 2.168,70 €
<b>Montant restant à liquider T.V.A. comprise</b>	<b>= 12.495,85 €</b>

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Ministère de la Communauté française - Administration générale de l'Infrastructure - Programme Prioritaire de Travaux, Boulevard Léopold II 44 à 1080 Bruxelles ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 9 décembre 2015 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/722-60 (n° de projet 20120055) ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, avec 16 voix « pour » et 3 « abstentions » :**

Article 1er. - D'approuver le décompte final du marché "Construction d'une extension et réaménagement des sanitaires de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean", rédigé par l'auteur de projet, Thayse Anne-Marie, Rue des Prés, 42 à 7050 Jurbise, pour un montant de 157.538,66 € TVAC.

Article 2. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 722/722-60 (n° de projet 20120055).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**32. Travaux – Entretien de voirie extraordinaire / Exercice 2015 : Lot 2 « Diverses voiries » – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 16 mars 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire de voirie exercice 2015 - Lot 2 Voiries diverses" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU;

Considérant le cahier des charges N° 2015-RP-14 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 165.077,95 € hors TVA ou 199.744,32 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/735-60 (n° de projet 20150009) et sera financé par emprunt, ce crédit fera l'objet d'une adaptation de report sur l'exercice 2016 conformément à la circulaire budgétaire, étant donné que ce marché sera attribué en 2016 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 9 novembre 2015 et obtenu le 23 novembre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-RP-14 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de voirie exercice 2015 - Lot 2 Voiries diverses", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 HORNU. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 165.077,95 € hors TVA ou 199.744,32 €, 21% TVA comprise.



Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/735-60 (n° de projet 20150009) et de prévoir une adaptation de report de ce crédit sur l'exercice 2016 conformément à la circulaire budgétaire, attendu que ce marché sera attribué en 2016.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**33. Travaux – Auteur de projet pour l'amélioration de la rue Valère Letot – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-RP-15 relatif au marché “Auteur de projet pour l'Amélioration de la rue Valère Letot” établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 26.000,00 € hors TVA ou 31.460,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160053) ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 30 novembre 2015 et obtenu le 10 décembre 2015, et qu'il s'avère favorable ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-RP-15 et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour l'Amélioration de la rue Valère Letot", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 26.000,00 € hors TVA ou 31.460,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160053) ;

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
**34. Travaux – Coordinateur de sécurité pour l'amélioration de la rue Valère Letot – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-RP-16 relatif au marché "Coordinateur de sécurité pour l'Amélioration de la rue Valère Letot" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.600,00 € hors TVA ou 3.146,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160053) ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-RP-16 et le montant estimé du marché "Coordinateur de sécurité pour l'Amélioration de la rue Valère Letot", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.600,00 € hors TVA ou 3.146,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160053).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**35. Urbanisme– Permis d’urbanisme pour constructions groupées sur la rue Lieutenant Saint-Martin à Masnuy-Saint-Pierre (section A n°403 h et 403 g) – modification de la voirie communale – approbation**

*Concernant ce dossier, Monsieur Delhayé établit un parallélisme avec la situation connue sur la rue Claus, où il est également question de débiter un lotissement sur une zone qui ne s’y prête pas, avec un impact paysager évident et des problèmes de circulation et d’accès qui risquent d’apparaître. Il estime qu’il appartient au Collège communal de donner un signal fort à l’égard de ce genre de projet.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

**Vu** la demande introduite le 9 février 2015 par Monsieur El Dib et relative à un projet de permis d’urbanisme sur le terrain sis rue Lieutenant Saint-Martin à 7050 Masnuy-Saint-Pierre et cadastré Section A n°403 h et 403 g;

**Vu** le projet porte sur la construction de quatre habitations et la modification de la voirie communale;

**Vu** la loi du 29 mars 1962, organique de l’aménagement du territoire et de l’urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976;

**Vu** l'article L1122-17 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** que le projet s’inscrit dans une zone d’habitat à caractère rural sur 50 mètres de profondeur à front de voirie et au-delà en zone d’espaces verts au Plan de secteur;

**Vu** que le projet s’inscrit en zone d’habitat de centre de village sur 50 mètres de profondeur à front de voirie et au-delà en zones d’espace verts au Schéma de Structure Communal ;

**Considérant** que le projet a été soumis à enquête publique du 10 au 24 mars 2015 ;

**Vu** l’arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l’arrêté royal du 21 janvier 1977 sur l’instruction de la publicité des demandes de permis de bâtir, notamment l’article 6;

**Attendu** qu’à la suite de la publicité visée aux articles 5 et 6 de l’arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l’arrêté royal du 21 janvier 1997, une lettre de remarques a été introduite par la voisine du projet.

**Considérant** que celle-ci souhaite que les futurs habitants des maisons soient conscients qu’il existe des avantages et des inconvénients à venir habiter à la campagne et ceux-ci ne devront donc pas se plaindre des nuisances olfactives ou sonores que pourraient générer les chevaux de la réclamante.

**Considérant** que l'avis de la Zone Hainaut Centre a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 15 avril 2015 est favorable conditionnel ;

**Considérant** que l'avis du Commissaire voyer a été sollicité sur les aménagements de voirie et celui-ci réceptionné en date du 19 mars 2015 est favorable conditionnel et fixe les charges qu'il convient d'imposer au demandeur en matière d'équipements de voirie;

**Considérant** que dans cet avis, il est rappelé que la reprise par la commune des équipements de voirie ne pourra intervenir qu'à titre gratuit, après réception définitive des travaux et sur la base d'un plan de délimitation à fournir par le demandeur renseignant les nouvelles limites de voirie ;

**Considérant** le 19 août 2015, un complément de dossier reprenant les aménagements de voirie demandés par le Commissaire voyer a été introduit ;

**Considérant** que conformément au décret du 06/02/2014 relatif à la voirie communale une enquête publique portant sur la modification d'un tronçon de voirie communale a été réalisée du 14 septembre au 13 octobre 2015 et n'a donné lieu à aucune réclamation ;

**Considérant** que l'avis de la C.C.A.T.M. sur le projet était partagé, que par sept voix contre dont le Président sur treize, la Commission a remis un avis défavorable sur l'ensemble de la demande de permis d'urbanisme et que par six voix pour, elle a remis un avis favorable sur la demande à condition que seules les trois premières maisons soient construites (exclure la maison en bordure de la zone inondable) et que les charges d'équipement de voirie et du talutage soient réalisées préalablement à la vente des terrains et des maisons ;

**Vu** la décision du Collège communal, en sa séance du 26 octobre 2015, de remettre un avis préalable favorable conditionnel sur la demande, tenant compte des conditions énoncées ci-dessus par la C.C.A.T.M. (seules les trois premières maisons pourront être construites et les charges d'équipement de voirie et du talutage seront réalisées préalablement à la vente des terrains et des maisons), et de soumettre la demande de permis d'urbanisme à la décision du Conseil communal compétent pour toute création, modification ou suppression de voiries communales ou vicinales.

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et de l'Energie;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, avec 16 voix « pour » et 3 « abstentions » :**

**Article 1er :** D'émettre un avis favorable sur le projet de permis d'urbanisme dont objet à condition:

- de respecter les conditions émises par le Hainaut Ingénierie Technique ;

- de respecter les conditions émises par la Zone Hainaut Centre;
- que seules les trois premières maisons soient construites (exclure la maison en bordure de la zone inondable –lot n°4) et que les charges d'équipement de voirie et du talutage soient réalisées préalablement à la vente des terrains et des habitations;

**Article 2 :** De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain et à son mandataire, auteur de projet.

### **36. Point supplémentaire proposé par le Groupe PS : Charte contre le dumping social dans les marchés publics – approbation**

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhayé évoque le contenu de la charte qu'il propose de faire adopter par le Conseil communal :*

*"Il est incontestable que dans le cadre des problématiques de marché public, les pouvoirs locaux sont de plus en plus confrontés au risque de dumping social et à la nécessité d'intégrer les préoccupations liées au développement durable.*

*C'est dans cette optique que le PS a déjà souhaité voir intégrer dans les marchés publics passés par la Commune de Jurbise des clauses sociales et environnementales. Il ne peut en effet être contesté que le dumping social est devenu un véritable fléau, fléau qui touche aussi bien les travailleurs étrangers qui sont généralement exploités que nos propres sociétés qui respectant les règles du marché, sont régulièrement vouées à devoir déposer le bilan, ne pouvant concurrencer les sociétés moins scrupuleuses.*

*C'est dans cette optique que le groupe PS dépose la présente charte contre le dumping social et espère la voir adopter à l'unanimité par le Conseil Communal.*

*Le groupe PS reviendra ultérieurement vers le Conseil Communal pour déposer une seconde charte consacrée aux clauses environnementales."*

*Tout en insistant sur le fait que le Collège communal partage l'inquiétude du Groupe PS à l'égard de la problématique du dumping social, et la volonté d'y apporter des solutions concrètes, la Présidente informe l'assemblée que ce jour, a été diffusé un courrier du Gouvernement wallon invitant les communes à prévoir une charte de ce type dans leurs Cahiers des charges. Estimant les dispositions et lignes directrices reprises dans ce courrier moins contraignantes pour nos petites et moyennes entreprises que celles proposées dans la charte du Groupe PS, la Présidente propose de reporter ce point à une prochaine séance du Conseil communal, afin de permettre au Collège communal de prendre position sur la question et d'analyser le courrier du Gouvernement wallon et les pistes qu'il contient.*

### **37. Question(s) orale(s).**

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la question suivante :*

*« La télévision locale Télé MB connaît d'importantes difficultés financières qui ne pourront être rencontrées que par le biais, notamment, d'une hausse des co-financements apportés par les communes. Il s'agirait de tendre vers le niveau de financement apporté par les communes en faveur des autres télé locales du Hainaut.*

*Par rapport au rôle que joue Télé MB dans la dynamique de Mons-Borinage et à son apport dans la diversité médiatique, il semble effectivement important que Jurbise se montre volontariste dans ce dossier. Au moment où le MR et le PS se sont prononcés en faveur d'un refinancement, conditionné à une meilleure gestion de l'outil, quelle est la position du Collège échevinal ? »*

*Après avoir précisé qu'à ce stade, aucune Fédération n'a pris la moindre décision ferme en la matière – la Fédération PS ayant publié un communiqué rectificatif ce même jour – la Présidente indique qu'une réunion étant prévue le 26 décembre prochain entre les Fédérations PS, MR et CDH ainsi qu'avec l'Intercommunale IDEA, la position officielle de la Commune de Jurbise sera arrêtée lors d'une prochaine séance du Conseil communal.*

---

**Huis clos :**

---

*La Présidente lève la séance à 21h30.*

**POUR LE CONSEIL,**

**Le Directeur Général**

**La Présidente,**